

re. Ce serait de donner aux producteurs primaires l'occasion de souscrire au printemps mais de différer le règlement jusqu'au moment de la moisson.

L'an dernier nous portions au crédit du Royaume-Uni la somme d'un milliard, sous forme de vivres et autres produits. Cette somme fait maintenant partie des dépenses de guerre du pays, au même titre que le rapatriement des valeurs.

M. BLACKMORE: Plus haut, s'il-vous-plaît.

M. HARRIS (Danforth): Je prierais mon honorable ami de bien vouloir venir prendre un fauteuil auprès de moi car il semble que d'aucuns me faussent compagnie. Il m'entendra mieux.

Je disais donc que ce don fait maintenant partie de nos dépenses de guerre et devrait faire l'objet d'une étude et d'un examen—et je ne formule ici que ma propre opinion—de la part de notre comité de la banque et du commerce. Je fais cette recommandation parce que des agents hitlériens ont semé le doute dans l'esprit du public en annonçant que le Royaume-Uni avait vendu, à d'autres membres des Nations-Unies qui combattent pour nous dans le sud du Pacifique et dans le Nord africain, une bonne partie de ces ravitaillements que nous lui avons fournis. Cette année, l'exposé budgétaire pourvoit à l'octroi d'un milliard aux Nations-Unies. L'accord de Hyde Park nous aide à rendre la chose possible mais, afin de parer aux critiques du public à l'égard de tels dons, le comité de la banque et du commerce devrait examiner toute cette question et en faire rapport à la Chambre.

Il nous importerait aussi d'explorer toutes les possibilités d'accroître notre commerce avec l'hémisphère occidental. Il y a dix ans nous retirions les avantages des accords commerciaux avec les différentes parties de l'Empire. Ces accords ont beaucoup contribué à faire du Canada une grande nation commerciale. Les besoins que la guerre impose à la Grande-Bretagne nous aident aujourd'hui à maintenir nos exportations pour ce qui est des produits naturels et des approvisionnements de guerre de notre pays. Nos exportations au Royaume-Uni sont de plus en plus considérables. Le milliard de dollars de crédit accordé à la Grande-Bretagne a rendu tout cela possible.

Je ne m'oppose aucunement au milliard de crédit accordé aux Nations Unies. De fait, l'accord de Hyde Park d'un côté et la courageuse offensive russe et la longue et sanglante ténacité de la Chine de l'autre, nous font un devoir d'appuyer la cause des Nations Unies.

[M. Harris (Danforth).]

D'un autre côté, nos alliés ne nous refuseront pas le privilège, à titres de nations-sœurs, d'appuyer la métropole en ces jours sombres. Il en sera surtout ainsi quand nous aurons signalé aux Nations Unies le fait que des milliers de nos plus brillants fils et de nos meilleures filles, de concert avec ceux des autres parties de l'Empire, se joignent aux Anglais dans la défense de la liberté.

Je passe maintenant à la question du commerce du Canada. Il semble y avoir eu ralentissement dans la discussion des moyens susceptibles d'améliorer notre commerce que nous croyons tous constituer la base de la vie économique de notre pays. Je suis heureux de voir le ministre du Commerce (M. MacKinnon) à son siège. Je lui dirai que nous avons eu un pauvre succès dans l'expansion de notre commerce dans l'hémisphère occidental. J'espère qu'il a au sujet de notre commerce un plan qu'il déposera sur le bureau de la Chambre ou qu'il discutera lorsqu'il prendra la parole sur le budget. L'exposé budgétaire ordinaire contenait autrefois quelque chose au sujet du commerce, mais le budget actuel n'en dit que bien peu de chose.

M. SLAGHT: L'honorable député me permettra-t-il de lui poser une question?

M. HARRIS (Danforth): Conformément aux buts de la Charte de l'Atlantique le Canada devrait contribuer à l'adoption de mesures nationales efficaces afin que toutes les ressources du monde puissent répondre aux besoins de l'humanité. C'est là une longue phrase, monsieur l'Orateur, et je tenais à la finir pour qu'elle soit inscrite dans les Débats, avant de permettre cette interruption.

M. SLAGHT: L'honorable député ne croit-il pas juste de dire que nous n'avons pas augmenté nos relations commerciales avec l'Amérique du sud à cause des difficultés de transport? Celles-ci sont la principale cause de notre piètre succès actuel.

M. HARRIS (Danforth): Cela saute aux yeux. On le constate à la simple lecture des journaux. Mais, le ministre n'a aucune raison de nous cacher ce qu'il a derrière la tête pour l'avenir. Une grande chance nous est offerte de collaborer avec les Nations Unies et d'organiser notre commerce de façon à assurer à notre population une occupation lucrative et un haut niveau d'existence tout en exigeant un prix raisonnable des consommateurs. Pour atteindre ce but, il faudra établir un bureau consultatif sur le commerce avec l'étranger afin de venir en aide aux exportateurs. Nous devons dresser des représentants de commerce pour l'étranger—et cela répond partiellement à la question posée par l'honorable député de Parry-Sound (M.